



INTERNATIONAL

En Italie, Meloni choisit le 1^{er} - Mai pour rogner les minima sociaux

Le gouvernement, dominé par l'extrême droite, a supprimé le revenu de citoyenneté de 2019, pour mettre en place un dispositif plus modeste

Le gouvernement italien, dominé par le parti d'extrême droite de sa cheffe, Giorgia Meloni, a choisi la Journée internationale des travailleurs, lundi 1^{er} mai, pour annoncer en conseil des ministres des mesures impliquant la suppression des aides existantes pour les plus pauvres et favorisant les contrats précaires.

Le revenu de citoyenneté, réforme emblématique instaurée par le Mouvement 5 étoiles, un parti antisystème présent dans les coalitions de gouvernement entre 2018 et 2022, avait été mis en avant comme un moyen d'«abolir la pauvreté» dans le pays. Important pour l'économie du sud défavorisé de l'Italie, il a pourtant fait l'objet de critiques récurrentes à droite et au centre du spectre politique italien depuis sa mise en œuvre en 2019.

Chèque d'inclusion

Sa suppression décidée lundi faisait partie des promesses de campagne du parti issu de la tradition postfasciste de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia, qui domine la coalition de droite arrivée au pouvoir à Rome en octobre 2022 et n'a cessé de donner des gages aux pouvoirs économiques et au patronat

italien depuis sa campagne électorale.

Vital pour de nombreux Italiens dans une période où le pays est durement touché par l'inflation, le revenu de citoyenneté sera remplacé à partir du 1^{er} janvier 2024 par un «chèque d'inclusion» aux effets beaucoup plus limités. En principe, la mesure d'aide sociale abolie par le gouvernement de Giorgia Meloni pouvait être demandée par toute personne résidant en Italie depuis plus de dix ans et vivant de revenus modestes.

L'institut italien de la statistique estime que le revenu de citoyenneté a permis de sortir 1 million de personnes de la pauvreté. En 2022, il a bénéficié à 1,6 million de foyers, soit près de 4 millions de personnes, avec une allocation moyenne de 550 euros, d'après les données de l'INPS, l'organisme italien de sécurité sociale.

Régulièrement critiqué pour son coût, dont ses détracteurs prétendent qu'il serait trop important, soit 8 milliards d'euros en 2022, il cède la place à une mesure estimée à 5,4 milliards d'euros par an: le chèque d'inclusion. Plus restrictif, celui-ci sera réservé aux familles

ayant à leur charge des enfants, des personnes de plus de 60 ans ou des personnes handicapées.

Il sera par ailleurs plafonné à 500 euros par mois dans la plupart des cas, des aides supplémentaires étant prévues pour les foyers non-proprétaires de leur logement. Les effets du nouveau dispositif mis en place par l'exécutif italien seront également limités dans le temps avec une durée de dix-huit mois renouvelable pour un an, assortie d'un délai de carence d'un mois.

«Nous réformons le revenu de citoyenneté pour faire la différence entre ceux qui sont capables de travailler et ceux qui ne le sont pas», a déclaré Giorgia Meloni pour défendre sa mesure.

A l'occasion du même conseil des ministres, son gouvernement a annoncé que les personnes jugées aptes à l'emploi seraient contraintes, à partir du mois de septembre, de participer à des formations ou à des projets considérés comme «utiles à la société» pour une indemnité de 350 euros par mois pendant un an.

En parallèle, le gouvernement italien a aussi présenté des me-

sures d'assouplissement des embauches en contrat à durée déterminée et l'exonération des cotisations patronales pendant un an pour les entreprises qui recruteront des bénéficiaires du nouveau chèque d'inclusion.

«**Condamnation à la précarité**»

Dans un communiqué, la présidente du conseil italien est allée jusqu'à présenter les décisions annoncées lundi comme un «*beau signal*» et une manière d'«*honorer les travailleurs en ce jour de fête*».

En Italie comme ailleurs en Europe et dans le monde, le 1er mai est traditionnellement un jour de rassemblement pour les syndicats et la gauche. Les partis d'opposition ont à cette

occasion durement critiqué les mesures prévues par le gouvernement.

«*Un gouvernement sérieux ne se réunit pas le 1er mai pour condamner les jeunes à la précarité à vie, annihilant leur rêve d'avoir un logement et des enfants*», a ainsi condamné Giuseppe Conte, président du Mouvement 5 étoiles et ancien premier ministre. De son côté, Maurizio Landini, secrétaire général du principal syndicat italien, la Confédération générale italienne du travail, a condamné un texte de nature à «*aggraver la précarité*».

Elly Schlein, qui a pris la tête du Parti démocrate pour le faire pencher vers une identité de gauche plus affirmée, a jugé que le «*décret travail*» du gouvernement constituait une «

condamnation à la précarité» pour les travailleurs italiens et une «*insupportable provocation*» de nature à «*ravir leur futur aux prochaines générations*».

Dans un entretien à *La Stampa*, le grand quotidien de Turin, Elly Schlein a dénoncé ce qu'elle a décrit comme la «*priorité*» du gouvernement italien: remettre en cause le revenu de citoyenneté afin de «*planter des drapeaux idéologiques dans les yeux des groupes les plus fragiles*». Pour l'opposante, la droite italienne incarnée par Giorgia Meloni s'est vouée à «*combattre les pauvres plutôt que la pauvreté*». ■

par Allan Kaval

